

2540
1386

REPUBLICQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

**Conseil interministériel sur la mise en œuvre
et le suivi du DSRP**

RAPPORT INTRODUCTIF
présenté par :

Monsieur Abdoulaye DIOP
Ministre de l'Economie et des Finances

Septembre 2002

PLAN DU RAPPORT

INTRODUCTION.....	3
I. GENERALITES	3
1.1. RAPPEL DU CONTEXTE.....	3
1.2. LE DSRP : UN DOCUMENT DE POLITIQUE ECONOMIQUE	6
1.3. LA PROBLEMATIQUE DE LA MISE EN ŒUVRE DU DSRP	6
II. LE SCHEMA INSTITUTIONNEL	8
2.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL	8
2.2. LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU DSRP	14
2.3. LE SYSTEME D'EVALUATION.....	15
2.4. LE SYSTEME DE COMMUNICATION	15
III. L'ABSORPTION DES RESSOURCES	16
3.1. LA MOBILISATION DES RESSOURCES	16
3.2. LES MESURES DESTINEES A L'EXECUTION ET AU SUIVI DES DEPENSES DE PAUVRETE	18
3.3. LA PROBLEMATIQUE D'ALIGNEMENT DES MOYENS SUR LES OBJECTIFS	19
IV - LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	20
4.1 MESURES GENERALES	20
4.2 MESURES SPECIFIQUES	21
V. RECAPITULATION DES RECOMMANDATIONS	23
VI. ANNEXES	27
6.1. ANNEXE 1 : TABLEAU DES INDICATEURS	27
6.2. ANNEXE 2 :NOTE SUR LES INDICATEURS RETENUS	30

Introduction

L'avènement du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) porte la marque des recommandations des grands sommets mondiaux des années 90. et traduit la volonté des autorités de relever le défi de la pauvreté. D'ici 2015 au plus tard, ces recommandations visent la réduction de moitié de la pauvreté extrême et de la malnutrition, la généralisation de l'éducation primaire, l'élimination de la discrimination entre les sexes, la réduction de deux tiers de la mortalité juvénile et infanto-juvénile, la réduction de trois-quarts de la mortalité maternelle, la généralisation de l'accès aux soins de santé de base et aux services de santé reproductive, la réduction de moitié du défaut d'accès à l'eau potable, la mise en place d'une stratégie de sauvegarde des ressources environnementales et le développement des activités génératrices de revenus pour la réduction du chômage et du sous-emploi.

La réalisation de ces objectifs constitue un défi à relever avec la participation directe de tous les segments de la population. La mise en oeuvre du DSRP constitue un cadre privilégié pour organiser, à l'échelle du pays, les efforts nationaux et internationaux tendus vers leur prise en charge effective.

I. Généralités

1.1. Rappel du contexte

L'élaboration du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) a impliqué aussi bien au niveau local que national l'ensemble des acteurs du secteur public, du secteur privé, de la société civile et les partenaires au développement selon des procédures et degrés d'implication et de participation ciblés. Elle s'est effectuée en cinq phases : (i) une phase d'élaboration du DSRP intérimaire, (ii) une phase préparatoire, (iii) une phase de validation de la démarche retenue pour l'élaboration du DSRP, (iv) une phase d'identification des priorités et stratégies de réduction de la pauvreté et (v) une phase de rédaction et de validation du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP).

i) Phase d'élaboration du DSRP intérimaire

En juin 2000, le Sénégal a atteint le point de décision en respectant les conditions requises pour être admis à l'initiative PPTTE et a préparé en conséquence un Document intérimaire de Stratégie de Réduction de la Pauvreté. Ce document retrace l'évolution récente de la situation économique et fournit des indications sur

les politiques structurelles et sectorielles à mettre en œuvre pour stimuler la croissance et corriger les distorsions dans la répartition de ses fruits.

ii) Phase préparatoire

Du fait de l'importance que devait prendre l'approche participative dans l'ensemble des activités se rapportant au DSRP, le processus de préparation de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) a débuté par l'identification exhaustive des organisations de la société civile et la mise en œuvre d'un programme de visites de proximité individualisées auprès de ces organisations pour les informer, leur fournir des copies des projets de termes de référence (TDR) de l'ensemble du processus d'élaboration de la SRP, les sensibiliser sur les enjeux liés à leur participation à toutes les étapes du cycle de la SRP. Ce recensement préalable a permis d'éviter une participation biaisée ou un déséquilibre dans la représentation des acteurs en particulier, celle des organisations de la société civile.

Les différentes rencontres qui ont lieu avec les acteurs de la vie économique et sociale avaient pour but, d'une part, de recueillir des avis et suggestions et d'autre part, de relever le défi de la participation.

Le Comité technique qui a été mis en place pour le pilotage technique du processus a, pour les besoins de cette phase, produit un document qui fait le point sur l'état des connaissances et informations disponibles sur le profil de la pauvreté dans le pays. Pour ce faire, le Comité a pris l'attache des différents services des ministères techniques (statistique, santé, planification, éducation, hydraulique, etc.) et du Centre de Recherches Economiques Appliquées (CREA) de l'Université Cheikh Anta DIOP de Dakar pour des contributions sectorielles et des propositions d'analyse. Ce document a été présenté au séminaire de lancement du processus.

iii) Phase de validation de la démarche d'élaboration du DSRP

Un *Séminaire National de Lancement* du processus participatif d'élaboration du DSRP a été organisé en juin 2001 et a constitué un moment important conçu comme une phase de programmation participative et d'engagement des acteurs. Il s'agissait d'impliquer les acteurs dans leur diversité dans l'identification des activités à mener pour produire le DSRP et la validation des TDR des modules proposés afin d'assurer une appropriation du DSRP dès cette phase de conception.

Plus de 200 invités représentant les différents acteurs de la vie économique et sociale aux niveaux national et régional ont pris part à ce séminaire, notamment les services étatiques, la société civile (ONG, syndicats, groupements féminins, associations religieuses, autorités traditionnelles, associations de handicapés,

structures de formation et de recherche, presse publique et privée, organisations paysannes, personnes ressources etc.), le secteur privé, les partenaires financiers et techniques.

iv) **Phase d'identification participative des priorités et stratégies de réduction de la pauvreté**

Les diverses catégories d'acteurs de la vie économique et sociale ont activement pris part à la production des documents de base selon différentes modalités.

Au niveau national, les cinq *Groupes Thématiques* (en moyenne 50 par groupe) ont travaillé de manière assidue sur la base de contributions écrites des services des ministères techniques, du secteur privé, de la société civile et de personnes ressources, suivies d'ateliers d'échanges avec une forte participation ayant permis de dégager des consensus sur les axes de la stratégie et les priorités.

Au niveau régional, les services régionaux de l'administration centrale, sous la présidence des gouverneurs, ont préparé les différentes *Consultations Régionales* qui ont vu une forte participation des parlementaires, des présidents de conseils ruraux, des maires, des présidents de conseils régionaux, des organisations de la société civile (organisations paysannes, jeunes, femmes, aînés, handicapés etc.) et de l'administration décentralisée (sous préfets, services techniques)

Au niveau local, les *Enquêtes de Perception de la Pauvreté* conduites dans les quartiers urbains et les villages dans toutes les régions ont été l'occasion de donner la parole aux populations à la base afin qu'elles s'expriment individuellement et collectivement sur leurs conditions de vie, leur perception des institutions et les priorités identifiées pour réduire la pauvreté. Des milliers de personnes ont participé aux interviews et réunions (assemblées de quartiers et villages, groupes représentatifs,...). Environ 6600 ménages ont également répondu au questionnaire du volet statistique de l'enquête de perception. Les ateliers de restitution au niveau des quartiers et villages et au niveau régional ont été des moments forts de prise de parole des pauvres.

v) **Phase de rédaction et de validation du DSRP**

Il revenait au Comité technique de faire la synthèse des renseignements tirés des précédentes phases sous la forme d'une stratégie à la fois globale et pertinente pour la réalisation des objectifs de réduction de la pauvreté pendant la période 2003-2005. Le *Séminaire National de Validation du DSRP* a réuni en décembre 2001 environ deux cent cinquante personnes qui ont participé à différents niveaux des phases précédentes et qui ont validé sur le plan technique le document de synthèse préparé

par le Comité technique. Il s'en est suivi une adoption du DSRP par le gouvernement et une transmission du document aux partenaires au développement du Sénégal.

Les phases de mise en œuvre et de suivi-évaluation de la SRP qui vont suivre s'inscrivent dans la perspective définie par les phases précédentes en termes d'implication et de participation de tous les acteurs. Ce faisant, l'enjeu à considérer est l'avènement au Sénégal d'une période suffisamment longue de croissance forte dont les fruits seront mieux répartis, pour l'éradication de la pauvreté.

1.2. Le DSRP : un Document de Politique Economique

Le DSRP marque sa différence en ce sens qu'il présente une stratégie globale et non un programme spécifique de lutte contre la pauvreté élaborée selon une approche participative. Cette stratégie globale vise à créer les conditions propices à une croissance durable et d'une lutte efficace contre la pauvreté. En outre, elle prend en compte les politiques sectorielles et décentralisées. Enfin, le DSRP constitue le cadre de référence pour les interventions de nos partenaires, il intègre toutes les ressources provenant de l'Etat, de l'Initiative PPTTE et des partenaires au développement dans un processus budgétaire unique.

1.3. La Problématique de la mise en œuvre du DSRP

La question de la mise en œuvre du DSRP se pose dans un contexte général marqué par trois préoccupations majeures liées à la participation, à l'absorption des ressources et au système de suivi-évaluation .

La participation a permis l'implication des acteurs (Gouvernement, collectivités locales, secteur privé, société civile et partenaires au développement) à toutes les étapes du processus (formulation, mise en œuvre et évaluation) ainsi que l'appropriation de la stratégie. La participation des populations se trouve être une caractéristique majeure de la SRP.

La mondialisation, l'intégration et l'ouverture du jeu économique, la décentralisation et l'approfondissement de la démocratie ainsi que les espoirs placés dans l'initiative privée depuis plus deux décennies et plus récemment dans la participation de la société civile, pour assurer une croissance plus inclusive, appellent des mentalités, des comportements et des compétences adaptés de la part des institutions et des agents de l'Etat. Parallèlement, les organisations du secteur privé et de la société civile devraient développer des capacités d'analyse, de proposition et de vision globale des intérêts de l'entreprise, des possibilités de l'Etat et de la stabilité sociale.

Par ailleurs, les principes génériques que la SRP partage avec les orientations du NEPAD et du X^{ème} Plan de Développement économique et social, sont à décliner dans tous les programmes et projets sectoriels.

En particulier, la mise en œuvre de la stratégie de développement du secteur privé devra être placée sous l'emprise des principes directeurs de la mise en œuvre de la SRP. De la même façon, il est recommandé que l'Etat et les organisations de la Société civile s'accordent sur un cadre de concertation et d'action coordonnée à l'instar de celui associé à la stratégie de développement du secteur privé. L'Etat, le secteur privé et la société civile devraient veiller à rendre opérationnelle ces différents cadres.

L'absorption des ressources : la mise en œuvre du nouveau programme de bonne gouvernance au niveau de l'Etat et de ses démembrements ainsi qu'au niveau des autres acteurs, concourt à la mise en place d'un cadre idoine de transparence, d'efficacité, d'efficience et au renforcement des capacités des institutions impliquées et de leurs agents.

Le contexte dans lequel elle a été préparée et les objectifs à atteindre font que la SRP pose un impératif général de bonne gouvernance, non seulement au niveau de l'administration centrale, mais aussi au niveau des structures décentralisées, du secteur privé et de la société civile. Aussi sa mise en œuvre devra-t-elle rester en harmonie avec celle du nouveau programme de bonne gouvernance renforcé par la mise en place d'un programme national de renforcement des capacités.

En effet, la SRP ne pourra atteindre son objectif principal visant à concilier allègement du fardeau de la dette, croissance et réduction de la pauvreté sans une prise en charge directe de cet objectif par les acteurs, publics comme privés, à travers les mécanismes de mise en œuvre et de suivi-évaluation.

A cet égard, l'axe névralgique de ces mécanismes de mise en œuvre et de suivi-évaluation est, sans nul doute, celui du circuit des ressources, de leur mobilisation et de l'évaluation de leur utilisation. Tout le cycle des projets et programmes relevant de la mise en œuvre de la SRP se trouve placé sous le signe de la participation : on devra pouvoir suivre le mouvement des ressources des bailleurs de fonds (y compris le Trésor public) aux bénéficiaires des projets et programmes.

Il en ressort trois recommandations :

Recommandation 1 : Mettre en œuvre la stratégie de réduction de la pauvreté, en harmonie avec le Plan d'Orientation national en cours et le Programme national de bonne gouvernance, de façon à assurer les conditions idoines pour la réalisation des objectifs de croissance et de réduction de la pauvreté.

Recommandation 2 : « Consolider les initiatives prises ces dernières années dans le but d'aligner le niveau et l'allocation des crédits budgétaires sur les priorités de la stratégie de développement. En particulier, consolider et renforcer les acquis des exercices de revue des dépenses publiques, d'élaboration de budgets par objectifs par la mise en place d'un cadre de dépenses à moyen terme, de façon à intégrer les

crédits de fonctionnement et d'équipement dans la poursuite des objectifs sectoriels et globaux visés, à la faveur d'une programmation pluri-annuelle.

Recommandation 3 : Prendre les dispositions suffisantes pour assurer la traçabilité des dépenses de pauvreté et à la célérité dans l'exécution des dépenses de pauvreté.

Le système de suivi/évaluation : Pour évaluer au fur et à mesure le niveau de réalisation des objectifs visés et des résultats à atteindre, le système de suivi/évaluation va incorporer à la fois un suivi du processus et une évaluation des impacts.

Le suivi des progrès réalisés impliquera un important travail de collecte, de stockage, de centralisation et de traitement des données. Il s'agit dans ce contexte, de développer et d'articuler l'appareil statistique national et le rendre capable de faciliter une meilleure liaison entre les différents acteurs, tout au long du processus allant de la collecte à la diffusion de l'information.

A cette fin, la création de l'Institut national de la Statistique et de la Démographie d'ici à fin décembre 2002, constitue une haute priorité.

Recommandation 4 : Mettre en place l'Institut National de la Statistique et de la Démographie avant fin décembre 2002.

Recommandation 5 : Prendre chaque année les dispositions nécessaires, spécialement pour le suivi des conditions de vie des ménages, notamment à travers le budget, pour permettre à l'Institut national de la Statistique et de la Démographie d'établir et de respecter le calendrier de réalisation des études, enquêtes, recensements et autres sondages nécessaires pour la quantification des indicateurs de suivi selon la périodicité requise.

II. Le schéma institutionnel

2.1. Le cadre institutionnel

La prise en compte des expériences passées et les préoccupations d'efficacité, de transparence et d'appropriation de la stratégie par les différents acteurs a conduit à retenir un dispositif institutionnel de coordination et de suivi-évaluation qui implique les différents intervenants de l'administration publique, des collectivités décentralisées, des agences internationales et nationales d'assistance technique, des bailleurs de fonds, des ONG, du secteur privé, des organisations communautaires de base.

En s'appuyant sur les principes de base de la stratégie et en l'inscrivant dans une dynamique de cohérence avec les options affirmées dans le cadre de la

et de décision. Au besoin, il est complété par les ministres intervenant dans la mise en œuvre de la SRP.

- un Comité interministériel de pilotage de l'exécution de la SRP présidé par le Ministre de l'Economie et des Finances qui s'appuie sur les travaux de ce Comité pour les besoins du dialogue avec les bailleurs de fonds. Pour s'acquitter de ses tâches de Président du Comité interministériel de pilotage de l'exécution de la SRP, le Ministre de l'Economie et des Finances s'appuie sur une Cellule nationale de suivi de la stratégie de lutte contre la pauvreté (CSPLP) créée par décret au sein du Ministère de l'Economie et des Finances. Les autres membres du Comité interministériel de suivi de l'exécution de la SRP, en fonction de l'importance du programme sectoriel en leur charge dans le cadre du DSRP désignent un point focal, par arrêté ministériel ou note de service.

La Cellule nationale de Suivi de la stratégie de Lutte contre la Pauvreté assure la coordination technique et pratique du suivi de la stratégie de réduction de la pauvreté au niveau national, prépare les rapports pour les organes supérieurs, anime le partenariat et gère le réseau d'information ; elle collabore avec les directions et services techniques du Ministère de l'Economie et des Finances concernés et les structures techniques du niveau opérationnel.

La Cellule nationale de Suivi de la stratégie de lutte contre la pauvreté s'appuie sur les points focaux pour les besoins de la préparation des réunions du Comité interministériel de pilotage de l'exécution de la SRP et du suivi des indicateurs du DSRP.

Des point focaux ministériels s'appuient à leur tour sur les services rattachés ou sous tutelle du ministère concerné, pour le suivi opérationnel des politiques et programmes dans le cadre du DSRP

- un Comité régional de Pilotage de l'exécution de la SRP qui a pour missions au niveau de la région concernée :
 - d'impulser et d'orienter les travaux d'élaboration et de mise à jour de la stratégie au niveau régional. A cet effet il veillera à ce que l'équilibre régional soit respecté ;
 - de s'assurer de la pertinence et de la cohérence des programmes régionaux ;
 - de veiller à la prise en compte dans la mise à jour du DSRP, des évaluations ;
 - d'aider à la constitution d'une banque de données sur le DSRP au niveau de la région ;

décentralisation, le cadre institutionnel du DSRP est articulé autour de deux niveaux : **le niveau stratégique et le niveau opérationnel.**

a) Le niveau **stratégique** est celui de la définition, de la formulation et du suivi de la mise en oeuvre des politiques : (i) formulation de la politique, (ii) mobilisation des ressources, (iii) affectation des ressources, (iv) planification et programmation budgétaire, (v) suivi-évaluation de la stratégie ;

b) le niveau **opérationnel** est celui de l'exécution des politiques sectorielles, programmes et projets et l'atteinte des résultats escomptés : (i) préparation et mise en oeuvre des politiques sectorielles, programmes et des projets, (ii) suivi de l'exécution.

Une claire distinction et une coordination appropriée de ces deux niveaux contribueront à la mise en place de conditions assurant l'élaboration d'une stratégie partagée et la bonne exécution des politiques sectorielles, programmes et projets permettant l'atteinte des résultats escomptés.

Le cadre institutionnel proposé vise une coordination centrale souple de la définition, de la formulation, du suivi de la mise en oeuvre et de l'évaluation de l'impact des politiques.

Au niveau stratégique, cette centralisation est nécessaire pour assurer une cohérence d'ensemble de ces politiques avec les objectifs globaux de la stratégie et faciliter le dialogue avec les partenaires au développement sur la programmation des efforts et l'allocation des ressources.

Au niveau opérationnel, une pleine responsabilisation des acteurs à la base commande une décentralisation de l'exécution des politiques, programmes et projets retenus, articulée à une coordination des interventions sectorielles assurée par le département ministériel de tutelle. Cette décentralisation de l'exécution devra permettre une traduction locale des objectifs stratégiques globaux.

Pour une prise en charge correcte de ces différentes préoccupations, il est proposé de mettre en place un dispositif organisationnel articulé comme suit :

- un Conseil interministériel d'orientation et de décision, se réunissant au moins une fois par an, sous la présidence du Premier Ministre, qui assure la coordination de l'exécution de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté et procède à l'arbitrage des propositions du DSRP. Le Conseil interministériel sur la mise en oeuvre de la SRP donne les directives nécessaires à la bonne exécution de la stratégie ; examine l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la SRP ; définit les modifications appropriées pour la mise à jour du DSRP. Le Ministre de l'Economie et des Finances présente le rapport introductif aux réunions du Conseil interministériel d'orientation

- d'assurer une bonne communication entre les différents acteurs impliqués dans la planification, la mise en œuvre et le suivi de la stratégie au niveau régional ;
- de préparer un rapport annuel faisant le point de la lutte contre la pauvreté au niveau de la région, destiné au Comité interministériel de pilotage de réduction de la pauvreté.

Tous les départements ministériels membres du Comité interministériel de Pilotage de l'exécution de la SRP, et n'ayant pas en charge exclusivement des domaines transférés, devraient disposer à terme de services décentralisés dans toutes les régions.

Le Comité régional de pilotage de l'exécution de la SRP est présidé par le Gouverneur qui fait rapport au Président du Comité interministériel de pilotage par la voie hiérarchique. Le secrétariat de ce comité régional est assuré par le service régional de la prévision et de la statistique. De même, les services décentralisés relevant des domaines transférés font rapport aux ministres concernés sur les questions de leur ressort. Au besoin, la Cellule nationale de suivi, les points focaux seront représentés dans les réunions des Comités régionaux de pilotage de l'exécution de la SRP.

La Cellule nationale de suivi, les points focaux, les services transférés ou décentralisés devraient être dotés en moyens humains, matériels, financiers et juridiques appropriés pour s'acquitter correctement de leur tâche.

Aussi bien au niveau national que régional, les organes de pilotage et de suivi-évaluation mobilisent l'ensemble des acteurs que sont l'Administration, les collectivités locales, la société civile et le secteur privé. Le programme sera exécuté par les divers acteurs du développement qui travaillent à la base. Les bailleurs de fonds seront associés aux organes de suivi et d'évaluation. Il sera mis en place un dispositif d'information capable de faciliter une meilleure liaison entre les différents organes. **Des actes réglementaires fixeront la composition, la structuration et le fonctionnement de tous ces organes.**

Recommandation 6 : Tenir au moins une fois par an, sous la présidence du Premier Ministre, un Conseil interministériel réunissant tous les ministres impliqués dans la SRP. Le Ministre de l'Economie et des Finances maître d'œuvre, présente le rapport introductif au Conseil interministériel sur la SRP.

Recommandation 7 : Mettre en place, sous la présidence du Ministre l'Economie et des Finances, un Comité interministériel chargé du pilotage de l'exécution de la SRP qui a pour missions :

- de superviser la préparation du rapport annuel faisant le point sur la lutte contre la pauvreté ;
- d'impulser et d'orienter les travaux d'élaboration et de mise à jour de la stratégie ;
- de s'assurer de la pertinence et de la cohérence des programmes sectoriels avec les objectifs de la SRP ;
- de veiller à la prise en compte dans la révision du DSRP, des recommandations issues de l'évaluation ;
- d'assurer une bonne communication entre les différents acteurs impliqués dans la planification, la mise en œuvre et le suivi de la stratégie.

Sont membres du Comité interministériel :

- le Représentant du Ministre en charge de l'Education ;
- le Représentant du Ministre en charge de la Santé et de la Prévention ;
- le Représentant du Ministre en charge du Développement social et de la Solidarité nationale ;
- le Représentant du Ministre en charge des Mines, de l'Energie et de l'Hydraulique ;
- le Représentant du Ministre en charge de l'Equipement et des Transports ;
- le Représentant du Ministre en charge de l'Agriculture et de l'Elevage ;
- le Représentant du Ministre en charge de la Jeunesse, de l'Environnement et de l'Hygiène publique ;
- le Représentant du Ministre en charge de la Fonction publique, du Travail et de l'Emploi ;
- le Représentant du Ministre en charge de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire
- le Représentant du Ministre en charge de la Famille et de la Petite Enfance
- le Représentant du Ministre en charge des Collectivités locales ;
- le Représentant du Ministre en charge du Management Public ;
- le représentant des élus locaux ;
- le Représentant des organisations de la Société civile ;
- le Président de la Coordination patronale du Sénégal ;
- le représentant des syndicats de travailleurs,
- le CNCR.

- des Représentants des partenaires au développement seront invités aux réunions dudit Comité.

Le Comité interministeriel se réunit au moins deux fois par an et à chaque fois que de besoin.

Recommandation 8 : Créer, par décret, une Cellule nationale de suivi de la stratégie de lutte contre la Pauvreté rattachée au MEF. Elle sera chargée d'assister le Ministre de l'Economie et des Finances dans son rôle de Président du Comité interministériel de Pilotage de l'exécution de la SRP.

Recommandation 9 : Au niveau de chaque autre ministère membre du Comité interministériel chargé du Pilotage de l'exécution de la SRP, désigner un point focal pour le suivi de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté, par arrêté ou note de service.

Dans chaque ministère concerné, le point focal en charge du suivi de la mise en œuvre de la SRP veillera à la prise en compte de la dimension lutte contre la pauvreté dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des programmes sectoriels.

Les points focaux assistent la Cellule nationale de suivi de la stratégie de Lutte contre la Pauvreté dans la gestion de l'information, le suivi de la SRP et dans la préparation des réunions du Conseil et du Comité interministériels sur la SRP.

Recommandation 10 : Mettre en place au niveau de chaque région sous la présidence du Gouverneur, un Comité régional de Pilotage de l'exécution de la SRP avec comme membres :

- les chefs des services décentralisés de l'administration centrale ;
- les responsables des services relevant des domaines transférés dans le cadre de la régionalisation ;
- les élus locaux ;
- le représentant du secteur privé dans la région concernée ;
- le représentant des organisations de la société civile dans la région concernée.

Chaque Comité régional prépare annuellement un rapport sur l'exécution de la SRP, dont le Président du Comité interministériel chargé du Pilotage de l'exécution de la SRP est destinataire.

La Cellule nationale de suivi de la stratégie, les points focaux sont représentés, à leur demande, dans les réunions des Comités régionaux de pilotage de l'exécution de la SRP.

Recommandation 11 : Doter la Cellule nationale de suivi de la stratégie de lutte contre la pauvreté, les points focaux chargés du Suivi des Politiques de lutte contre la pauvreté ainsi que les Comités régionaux de pilotage de l'exécution de la SRP de moyens humains, matériels et juridiques adéquats pour leurs tâches aux fins d'assurer à bonne date, la collecte, le stockage, le traitement et la large diffusion des informations à l'aide des support adéquats.

2.2. Le suivi de la mise en œuvre du DSRP

La stratégie de réduction de la pauvreté consacrée dans le DSRP constitue le cadre de référence et de coordination de toutes les interventions en matière de lutte contre la pauvreté au Sénégal.

Le suivi de la mise en œuvre de la SRP comprend : (i) le suivi de la progression de la mise en œuvre de la stratégie ; (ii) l'évaluation de ses impacts à travers des indicateurs intermédiaires et de résultats ; (iii) le suivi et l'évaluation de l'exécution financière et (iv) la mise en place d'un système d'information. Les priorités à prendre en compte dans le cadre du suivi et de l'évaluation sont les suivantes :

- s'assurer que le gouvernement du Sénégal a alloué et investi des fonds au niveau requis pour la réalisation des actions identifiées à cet effet ;
- identifier les biens et services obtenus grâce aux activités de réduction de la pauvreté financées à travers les ressources issus de l'Initiative PPTTE et/ou obtenues par d'autres moyens ;
- s'assurer de la progression de la généralisation de l'accès aux services ou aux moyens de production ainsi que de l'évolution du niveau de satisfaction des besoins des populations en ces services ou moyens de production ;
- s'assurer des progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté ou de mieux être de la population globale en général et des personnes directement ciblées par les actions de lutte contre la pauvreté en particulier ;
- s'assurer de l'application des réformes budgétaires et macroéconomiques qui sont des conditions du DSRP et qui sont destinées à contribuer à une croissance économique générale et à la réduction de la pauvreté ;
- évaluer les résultats du suivi et utiliser les enseignements tirés de cette évaluation pour des budgets plus efficaces et une mise en œuvre plus efficace du DSRP les années suivantes.

Les résultats du système de suivi doivent permettre de répondre aux attentes des partenaires tant internes qu'externes liées à la mise en œuvre de la SRP. Aussi bien pour le Gouvernement que pour les bailleurs de fonds et les populations et autres acteurs nationaux, ces attentes sont relatives aux progrès réalisés dans l'éradication de la pauvreté et à l'efficacité des ressources utilisées, tels qu'ils ressortent de

l'évolution des indicateurs intermédiaires de résultats et d'impact. (cf. tableau des indicateurs en annexe)

2.3. Le système d'évaluation

L'évaluation des résultats et la mise en œuvre de la SRP vise les objectifs suivants :

- déterminer dans quelle mesure les problèmes ont été atténués ;
- déterminer l'efficacité de la stratégie pour atteindre les objectifs fixés ;
- aider à l'ajustement ou à la re-formulation des politiques ;
- établir une base de redéfinition des priorités en matière de réduction de la pauvreté.

Il est retenu deux types d'évaluation toutes deux participatives :

- *l'évaluation interne* réalisée par les organes de pilotage ;
- *l'évaluation externe* réalisée par le Gouvernement ou les partenaires au développement ;

Ainsi, dans le cadre de l'évaluation de la stratégie de lutte contre la pauvreté, il sera procédé à :

- une évaluation annuelle de la mise en œuvre du Plan d'Action du DSRP ;
- un suivi régulier des programmes sectoriels du Plan d'Action du DSRP ;
- une mise à jour annuelle du DSRP glissante sur trois ans ;
- l'élaboration d'un nouveau DSRP tous les trois ans ;
- des évaluations ponctuelles circonscrites sur les plans sectoriel, social et géographique.

2.4. Le système de communication

A l'issue de chaque conseil interministériel sur la SRP, le Premier Ministre, et/ou le Ministre de l'Economie et des Finances, appuyés par les ministres en charge des secteurs sociaux animeront un point de presse.

Les membres du Comité interministériel de Pilotage de la mise en œuvre de la SRP pourront aussi à tout moment approprié participer à des émissions télévisées, des débats et autres formes de communication sur la SRP. Le rapport annuel validé par les autorités sur la mise en œuvre de la SRP fera l'objet de la diffusion la plus large, notamment sur internet.

La préparation du rapport, prise en charge par la cellule de suivi de la stratégie au niveau national, s'appuiera sur les rapports régionaux établis. Le rapport de la Cellule de Suivi de la Stratégie servira de référence ou de guide pendant

l'élaboration du budget de l'Etat et des Collectivités locales en ce qui concerne les actions à renforcer dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

Au niveau des régions, l'information des populations locales se fera à la diligence des gouverneurs avec le concours des élus locaux, des services décentralisés et de ceux relevant des domaines transférés, en relation avec le secteur privé et la société civile. Une communication en langue nationale sera encouragée.

III. L'absorption des ressources

3.1. La mobilisation des ressources

La contribution de la coopération internationale représente environ 70 % du coût total du programme d'investissement.

Plus de seize (16) institutions des Nations-Unies, une dizaine de bailleurs multilatéraux, une trentaine de bailleurs bilatéraux coopèrent avec le Sénégal.

Plusieurs problèmes résultent de cette situation :

- le manque de coordination entre les différents concours qui engendre une incohérence voire un double emploi dans le choix des actions à réaliser ;
- le défaut ou l'insuffisance de l'implication de la partie nationale dans le processus d'identification, d'instruction et de mise en œuvre des projets qui empêche une bonne appropriation des résultats par les bénéficiaires et la pérennisation des acquis après le retrait de l'assistance technique ;
- non maîtrise des procédures des bailleurs du fait de leur multiplicité et de leur complexité car chaque bailleur intervient selon ses procédures spécifiques.

Les conditionnalités fixées dans les procédures des bailleurs s'avèrent souvent très contraignantes pour une mise en œuvre rapide des projets. Par ailleurs, la formulation tardive ou incomplète des dossiers de projets par les ministères techniques constitue également un obstacle non moins important à la mobilisation des ressources destinées à l'investissement public. La plupart des ministères techniques ne disposent pas de bureau de planification opérationnel pour l'identification et l'élaboration des projets.

Des dysfonctionnements majeurs sont à l'origine de cette situation. Il s'agit, entre autres, de l'inefficacité dans l'exécution et le suivi des projets du fait des capacités, méthodes et outils de travail inappropriés tant au niveau du MEF que des ministères techniques, d'où les insuffisances notées tout au long du cycle de vie des projets et qui se traduisent par :

- des dossiers de projets souvent incomplets présentés par les ministères techniques ;

- d'une évaluation biaisée des projets par les directions techniques du MEF ;
- d'un comité des projets qui ne contribue pas à faciliter le démarrage ou à identifier des goulets d'étranglement notés dans l'exécution des projets ;
- de la complexité et des lourdeurs des procédures administratives et budgétaires d'exécution des dépenses résultant :
- des difficultés rencontrées dans le report des crédits d'investissements en fin de gestion ;
- des contraintes liées aux procédures de passation des marchés publics ;
- des lenteurs dans le dénouement des dépenses dues aux retards dans le traitement des dossiers ;
- de l'inaptitude ou la médiocrité des prestations des entreprises co-contractantes.

Pour les besoins de la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la pauvreté, des mesures sont à prendre dans le but d'améliorer la capacité de mobilisation et d'absorption des ressources par les projets publics.

Pour les bailleurs de fonds :

- alléger les procédures en atténuant certaines conditionnalités jugées draconiennes ;
- harmoniser notamment les procédures en matière de passation des marchés avec les procédures internes de passation des marchés ;
- mieux impliquer la partie nationale pour permettre aux bénéficiaires d'avoir une maîtrise des résultats afin d'assurer leur pérennisation ;
- impliquer davantage l'Etat dans l'identification et la mise en œuvre des projets pour éviter les difficultés actuelles de coordination des concours.

Recommandation 12: Inviter les bailleurs de fonds de la SRP à simplifier et à alléger leurs procédures de mise à disposition des ressources.

Au niveau national :

- renforcer les capacités des ressources humaines des ministères en matière de préparation de dossiers de projets ;
- sensibiliser les ministères techniques ciblés dans la stratégie, de prendre en compte la dimension de la pauvreté lors de la confection du budget de leur département. A cet égard, une correspondance sous la signature du Premier Ministre devra être envoyé aux Ministères dépensiers.

Dans le cadre de l'amélioration des capacités d'absorption des ressources, les actions ou mesures à mener sont articulées autour des actions suivantes :

Recommandation 13 : alléger et améliorer les procédures administratives et budgétaires d'exécution des projets.

3.2. Les mesures destinées à l'exécution et au suivi des dépenses de pauvreté

La mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la pauvreté nécessite un cadre de dépenses permettant une exécution rapide, un suivi permettant de disposer de toutes les informations utiles et une évaluation périodique pour mesurer l'impact des actions menées.

Ainsi l'exécution et le suivi de la dépense de pauvreté dans le cadre de la SRP supposent un préalable important : l'identification de la dépense de pauvreté dès la programmation du budget de l'Etat.

A cet effet, un identifiant sera apposé sur tout bon d'engagement émis dans le cadre de l'exécution de la stratégie (des bons d'engagement de couleur différente ou un signe distinctif sur le bon d'engagement normal). Cet identifiant permettra d'attirer l'attention des intervenants des différents points de contrôle (Contrôleur des Opérations Financières, ordonnateurs, comptables...) sur la nécessité de traiter le bon d'engagement concerné en priorité et en toute diligence.

Cette identification de la dépense de pauvreté se fera de deux manières :

◆ d'abord, la codification par l'ajout d'une dixième position au chapitre de l'imputation budgétaire aussi bien pour la dépense de fonctionnement que pour la dépense d'investissement. Cette dixième position comportera la lettre P, lorsqu'il s'agit de dépense de pauvreté et la lettre N (normale) lorsqu'il s'agit d'une autre dépense. Le logiciel de gestion des dépenses qui est pourvue d'une codification alpha-numérique est également paramétré à l'effet d'intégrer une position additionnelle sans difficulté ;

◆ la modification de la présentation du Budget comme suit :

- pour le Budget Consolidé d'Investissement, un tableau récapitulatif de tous les projets relevant de la mise en œuvre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté complétera la note introductive de ce document ; ce tableau devra constituer un tableau de bord pour l'administrateur de crédit mais aussi pour le COF, l'ordonnateur et le comptable situés au différents points de contrôle ;
- pour le Budget de fonctionnement : la colonne des mesures nouvelles devra être éclatée en deux pour faire ressortir les coûts additionnels de la stratégie liés à chaque ligne de dépense étant entendu qu'à cet égard, l'exécution diligente de la dépense profitera à tout engagement fait sur cette ligne de dépense.

3.3. La problématique d'alignement des-moyens sur les objectifs

L'approche des budgets par objectifs qui est en expérimentation dans les secteurs de l'éducation et de la santé permet de répondre à un certain nombre de questions importantes : (i) Pourquoi voulons-nous dépenser ? (ii) Quels sont les objectifs poursuivis ? (iii) Quelles sont les ressources nécessaires pour les atteindre ? (iv) Comment pourrions-nous mesurer le degré de réalisation de ces objectifs et leur impact à terme (moyens de contrôle, indicateurs, efficience, efficacité) ? (v) Quels sont les réalisations et services fournis ? (vi) Quels sont les délais de réalisation ? (viii) Comment assurer le suivi / évaluation des programmes ?

La conception des budgets par objectifs repose sur des prévisions en termes d'activités. Le mérite d'un tel système est qu'il intègre dans le processus budgétaire des informations sur les activités et la productivité des administrations publiques. L'expérience de l'approche des budgets par objectifs pourrait être mise à profit pour la mise en place d'un Cadre de dépenses à moyen terme.

L'objectif d'amélioration de la gestion des dépenses publiques poursuivi à travers la mise en place de budgets par objectifs épouse parfaitement les exigences d'un CDMT dont les objectifs s'articulent autour :

- de la définition d'un cadre de ressources cohérent et réaliste favorable à la création d'un environnement macroéconomique équilibré. Les ministères chargés du Plan et des Finances préparent des enveloppes budgétaires de moyen terme réalistes sur la base d'un cadrage macro économique et des prévisions de recettes plus fiables ;
- d'un système de répartition des ressources plus conforme aux priorités stratégiques sectorielles et intersectorielles;
- des politiques et des financements prévisibles, qui permettent aux ministères de faire des plans et de mettre en place des programmes plus soutenables. Les ministres sectoriels préparent des programmes d'activités à moyen terme répondant aux priorités de leurs secteurs. Ces programmes doivent être assortis d'indicateurs vérifiables permettant d'informer les décideurs sur l'impact des arbitrages effectués et des allocations budgétaires ;
- d'un emploi des ressources plus efficace par des services opérationnels jouissant d'une plus grande autonomie dans le cadre d'une discipline budgétaire rigoureuse.

Le CDMT est un ensemble de programmes publics qui définit le cadre dans lequel les secteurs ou ministères peuvent prendre des décisions dans la répartition et l'emploi des ressources.

A l'image des politiques et programmes en vigueur dans les secteurs de l'éducation et de la santé, et partant de l'expérience du Sénégal en matière de préparation et

d'arbitrage de la répartition des crédits, les principales étapes dans l'élaboration d'un CDMT s'inscrivant dans la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté sont:

Première étape : s'accorder sur les objectifs clés à long terme dans chaque secteur, à travers l'élaboration d'un programme stratégique pour chaque secteur ; le caractère clé d'un objectif sera notamment fonction de sa contribution à la réduction de la pauvreté ;

Deuxième étape : procéder à l'évaluation technique et financière des activités prévues durant la période du programme d'activités visant la réalisation de ces objectifs; l'évaluation technique permet de procéder à des projections plus réalistes ;

Troisième étape : élaborer un plan de financement pluriannuel des activités prévues par structure administrative, par nature de dépense et par fonction ainsi que l'origine des financements par bailleur ; il importe de s'assurer que les activités nécessaires à la réalisation des objectifs clés sont financées à un niveau satisfaisant ;

Quatrième étape : prévoir une allocation des ressources à moyen terme compatible avec les moyens financiers disponibles et les priorités sectorielles et intersectorielles, à l'aide d'un système de plafonds pluriannuels révisables chaque année;

Cinquième étape : assurer la cohérence macro-économique et macro-financière des activités sur la base d'une revue des dépenses ; les priorités sectorielles et intersectorielles doivent rester compatibles avec la viabilité des finances publiques prévue dans le cadrage macroéconomique de moyen terme de référence;

Sixième étape : actualiser les prévisions budgétaires pour les rendre compatibles avec les plafonds approuvés pour l'année concernée par le projet de Loi de Finances;

Septième étape : soumettre les prévisions budgétaires revues au Ministre chargé des Finances et aux autres instances d'approbation.

Recommandation 14 : Prendre les dispositions nécessaires pour placer dans un cadre de dépenses à moyen terme l'allocation, l'utilisation et l'évaluation de l'impact des ressources mobilisées au titre de la mise en œuvre de la SRP.

IV - Les mesures d'accompagnement

4.1 Mesures générales

Dans tous les secteurs ciblés par le Plan d'action de la SRP, il importe de disposer d'un programme sectoriel d'investissement élaboré de façon consensuelle. Ce programme sectoriel prendra en compte les orientations, les objectifs et le plan d'action de la SRP.

Recommandation 12: Inviter les bailleurs de fonds de la SRP à simplifier et à alléger leurs procédures de mise à disposition des ressources.

Recommandation 13: alléger et améliorer les procédures administratives et budgétaires d'exécution des projets.

Recommandation 14: Prendre les dispositions nécessaires pour placer dans un cadre de dépenses à moyen terme l'allocation, l'utilisation et l'évaluation de l'impact des ressources mobilisées au titre de la mise en œuvre de la SRP.

Recommandation 15: Les ministères techniques veilleront à la mise en cohérence de leur objectifs et actions avec la stratégie de réduction de la pauvreté selon la méthodologie retenue.

VI. Annexes

6.1. Annexe 1 : Tableau des Indicateurs

Objectifs	Domaine	Indicateur	Niveau		Objectifs chiffrés			
			Définition	Niveau	Année	2005	2010	2015
	Paupvreté	Incidence de la pauvreté			2001			
		Indice de pauvreté humaine		47,9	1999			
		Indice de développement humain		0,324	1998			
		Incidence de la pauvreté urbaine			2001			
		Incidence de la pauvreté urbain/rurale			2001			
		Indice de Gini						
	Education	Rapport des salaires moyens (femmes/hommes)						
		Taux d'alphabétisation des adultes		39,1%	2001			
		Taux d'alphabétisation des hommes		51,1%	2001			
		Taux d'alphabétisation des femmes		28,9%	2001			
		Taux de scolarisation des filles		64,8%	2000/01			
		Taux de scolarisation des garçons		73,9%	2000/02			
		Taux brut de scolarisation		69,4%	2000/03			
		% de la population rurale ayant accès à une école (2 km)		0,78%	2000			
		Nombre d'élèves par instituteur		50,8	2001			
		Taux de réussite au CFEE		48,39%	1999	60%	70%	80%
		Taux d'inscription à l'école primaire		60,72%	2000			
		Indice de disparité régionale						
		Indice de parité garçons/filles		15	2000			
		Santé	Espérance de vie à la naissance					
	Morbidité : Accès Palustre			24,85	1999			
	Nombre de Sidéens			80000	2000			
	Nombre de personnel médical par catégorie							
	- Nombre d'habitant par infirmiers			1876	1996			
	- Nombre d'habitant par sages femmes			588	1996			
	- Nombre d'habitant par médecins			649	1996			
	Nb d'habitants par poste de santé			7694	1999			
	Nb d'habitants pour un centre de santé			82845	1999			
	Nb d'habitants pour un hôpital			515479	1999			
	Satisfaction avec les services de santé							
	Taux de mortalité maternelle(100 000 naiss. viv.)			510	2000			
	% d'accouchements assistés			44%	1998			
	Taux de couverture des consultations post-natales			34%	1998			
	Taux de consultation primaire curative			56%	1998			
	Indice synthétique de fécondité			5,7	1997			
	Taux de couverture vaccinale			48%	1998			
	Taux de mortalité juvénile			0,098	2000			
	Taux de mortalité infantile		0,06	2000				
	Existence de problème de santé liés à l'eau		oui	2001				
	Nutrition	Production céréalière par tête en milieu rural						
		Montant de l'aide alimentaire (en milliards de fcfa)		14 374	2000			
		Aide alimentaire nationale par tete		1,1 KGS	1999			
		Dépense moyenne alimentaire par tête		147,5	1995			
		% Des enfants souffrant de l'émaciation		7%	1996			
		% Des enfants souffrant du retard de croissance		23%	1996			
		% Des enfants souffrent de l'insuffisance pondérale		22%	1996			
	Enfant	% d'enf. de 0-4 ans ne vivant pas avec un parent biolog.		9,6	2000			
% d'enfants âgés de 3 à 5 ans qui travaillent			7,6	2000				
Accès à l'eau potable	taux d'accès à l'eau potable		64%	2000				
	Consommation d'eau par jour et par personne		52,4	2000				
	nb de villages ayant un forage avec pompe		1389	2000				

	Assainissement	% de ménages raccordés à l'égout	8,6	2000			
		% population ayant accès à l'assainissement	56,15	2000			
		Nombre de villes d'un réseau d'assainissement	6	2000			
		Nb de villages disposant d'un système d'assainissement					
		Existence d'un système de production de composte	Non	2001			
		Etat de l'environnement domestique	pas propre	2001			
		Nbre de villes ayant un système de gestion des déchets solides					
		Infrastructures villageoises	% de pop. rurales disposant d'un lieu de commerce	70,70%	2000		
			% de pop. rurales disposant d'une infrast. de stockage	30,80%	2000		
			Estimation croissance de valeur des vents				
		Routes et pistes rurales	Proportion de routes en bon état	30%	1992		
			% de village avec route bitumée à moins de 5 km	41,2%	2000		
			% de village avec route latéritique à moins de 5 km	42,7%	2000		
		Electricité	Taux de desserte				
			Niveau de consommation d'électricité des ménages ruraux				
Nb ménages ruraux branches au réseau électrique	404		2000				
Transport et Communication	% de villages connectés au réseau téléphonique	25,70%	2000				
	Temps d'accès à un transport collectif						
	Temps moyen de transport (y compris l'attente)						
Environnement et cadre de vie	Environnement	Ampleur de la déforestation	80000 ha	1995			
		Taux de déboisement					
		Surface reboisée en ha	7264	1998			
	Cadre de vie	Proportion de logement en banco					
		Proportion de logement en dur					
		Proportion d'occupants propriétaires					
		Proportion de logement squat					
		Nombre moyens de personnes par pièce					
		% de ménages utilisant des foyers améliorés					
		% de ménages sans domicile fixe à cause des inondations					
nombre de décès dus aux catastrophes naturelles							
Macroeconomie	Secteur réel	Taux de croissance annuel du PIB	5,6%	2001			
		Taux d'inflation	3%	2001			
		Taux d'investissement	16,8%	2001			
		Taux d'épargne		2001			
		Taux d'endettement					
		Solde de la balance courante / PIB	-6,9%	2001			
		Solde budgétaire / PIB	-3,9%	2001			
		Revenu par tête (en milliers de FCFA)	366,4	2001			
		Taux de croissance du secteur agricole	13,5%	2001			
		Contribution à la croissance du secteur primaire	1,2	2001			
		Contribution à la croissance du secteur secondaire	1,2	2001			
		Contribution à la croissance du secteur tertiaire	2,8	2001			
	Emploi	Emploi agricole et emploi non-agricole					
		Emploi artisanat et des industries culturels					
		Emploi micro-entreprises					
		Sous-emploi rural					
		Chômage urbain					
		Population total du pays					
Taux croissance de la population annuel							
Bonne Gouvernance et Décentralisation	Décentralisation	Taux d'exécution des dépenses décentralisées / domaine					
		Existence de la cour des comptes	Oui	2001			
	Gouvernance	Fonctionnement de la cour d'arbitrage	Non	2001			
		Effectivité des audits publics	Oui	2001			
		Exécution des décisions de justice		200			
		Pourcentage de marchés publics ayant satisfait aux procédures de passation des marchés publics en vigueur		2001			
		Durée moyenne des procédures judiciaires par instance					

	Délai de création d'entreprises				
--	---------------------------------	--	--	--	--

Tableau des Indicateurs d'exécution et de moyens

Objectifs	Domaine	Indicateur	Objectifs chiffrés				
			Référence		2003	2004	2005
			Niveau	Année			
Amélioration de l'accès des pauvres aux services sociaux de base	Education de base	Dépenses publiques pour l'alphabétisation par alphabétisé	5 299 F	1999			
		Nombre d'élèves adultes, selon sexe					
		Nombre d'écoles du cycle primaire existants	4761	2000			
		Nombre total des classes du cycle primaire	21930	2000			
		Nombre d'instituteurs	28312	2001			
		Nombre de manuels scolaires édités par INEADE	1983074	2000			
		Nombre de cases pré-scolaires construites et équipés	356	2000			
		Nombre total des cases pré-scolaires	1029	2000			
		Nombre de monitrices pré-scolaires	396	2000			
		Nombre moyen d'enfants age 7 - 12 par classe					
		% Dépenses publiques d'éducation de base	36,20%	1997			
		Dépenses publiques pour l'alphabétisation	0,20%	1996			
		Part des Dépenses publiques d'éducation dans le PIB	4,50%	1997			
		Part des Dépenses publiques d'éducation de base dans les Dépenses publiques totales	17,70%	1997			
		Santé	Depenses publiques de sante de base				
	Part des depenses de sante de base dans des Dépenses publiques de sante						
	Dépenses pour sante par tête		2722,57	2000			
	% de la pop. Rurale disposant d'1 maternité rurale(-5km)						
	Accès à l'eau potable	Nombre de ménages branchés au réseau SDE	29867	2000			
		Nombre de villages alimentés par un forage avec formation des comités relevants	1389	2000			
	Communication	Nombre de villages nouvellement branchés au réseau téléphonique	958	2000			
	Mise en œuvre des plans régionaux	<i>Financement des Plans Régionaux de Gestion de l'Environnement</i>	<i>non</i>	<i>2001</i>			
		<i>Financement de l'exécution des Plans Régionaux de Gestion de l'Environnement (incluant éléments adresses a la biodiversité) pour l'implémentation de la décentralisation</i>	<i>non</i>	<i>2001</i>			
		<i>Exécution des Plans Régionaux de Gestion d' Environnement</i>	<i>non</i>	<i>2001</i>			
		<i>Financement de production et utilisation ponctuels des cartes sur des conditions sociaux, écologiques et démographiques au niveau de tous les dix régions</i>	<i>non</i>	<i>2001</i>			

Taux de réussite selon le secteur

C'est un indicateur de qualité de l'enseignement de base qu'on définit pour les secteurs privé et public. Il peut faire référence au diplôme sanctionnant la fin des études primaires, d'enseignement moyen, secondaire pour mieux se prêter à des cas de comparaison régionale et internationale. Pour cela, les effectifs des candidats aux différents examens de fin d'études de cycle doivent être disponibles dans la base de données. L'indicateur est de très bonnes qualités de robustesse et de fiabilité.

Le taux de réussite est alors calculé par le rapport entre le nombre de réussites à un examen sur le nombre total des candidats qui se sont présentés.

Taux de redoublement selon le secteur

Il est déterminé par le pourcentage d'élèves reprenant la même classe sur l'effectif total dans l'enseignement élémentaire d'une même année. Cet indicateur est censé permettre d'appréhender la qualité du système éducatif élémentaire. Ainsi on pense qu'il serait plus pertinent de considérer comme base l'effectif global de l'année précédente et non celle de la présente année. En effet dans sa formulation actuelle une baisse pourrait provenir d'un afflux massif de nouveaux élèves suite par exemple à de nouvelles constructions de classes. Ce qui donnerait naturellement l'illusion (pas tout à fait vraie) que la qualité de l'enseignement s'est améliorée.

Donc en début de l'année t , on devrait établir le taux de redoublement de l'année $t-1$ suivant la formule:

$$TR_t = \text{Reprenants de l'année } t+1 / \text{effectif de l'année } t$$

Taux d'abandon par niveau d'encadrement

Il mesure la proportion d'élèves du primaire ayant abandonné par rapport à l'effectif de départ. Le nombre d'abandon est communiqué dans les rapports de rentrée effectués par les inspections départementales. Le taux d'abandon pour l'année t se calcule alors par la formule :

$$TA_t = \text{Abandons } t+1 / \text{effectif de l'année } t$$

Les données sur ce taux ont été communiquées par la DPRE par niveau d'enseignement élémentaire. Un taux global a alors été calculé en pondérant les taux par niveau par les effectifs correspondants.

Durée moyenne de séjour des jeunes filles à l'école

Elle permet de cerner les problèmes posés à l'amélioration du taux de scolarisation des filles. Cet un indicateur est synthétique des contraintes à tous les niveaux, des pesanteurs culturelles aux conditions d'enseignement. Il est égal au nombre moyen d'année passée l'école pour les filles. Il peut être obtenue par enquête ou par simple extrapolation des données sur les abandons des filles selon les niveaux d'enseignement. La source DPRE/MEN peut bien l'alimenter annuellement.

Pourcentage d'écoles équipées de toilettes raccordées

C'est le nombre d'écoles équipées de toilettes sur le nombre d'écoles dans le primaire. La collecte de ces informations peut être effectuée auprès des sources de la DPRE et de la DCEF.

Pourcentage d'écoles équipées de latrines

C'est le nombre d'écoles équipées de latrines dans le primaire sur le nombre d'écoles. La collecte de ces informations peut être effectuée auprès des sources de la DPRE et de la DCEF. C'est un indicateur qui explique en partie, comme le précédent, l'ampleur des abandons ou la non inscription des filles à l'école.

Taux de féminité dans les effectifs enseignants en milieu rural

C'est le nombre d'enseignantes femmes dans le primaire sur le nombre d'enseignants. La collecte de ces informations peut être effectuée auprès des sources de la DPRE et de la DCEF. C'est un indicateur qui peut également expliquer l'absence des filles à l'école. En milieu rural il a été révélé que certains parents d'élèves n'admettent pas que leur filles soient enseignées par un maître homme, une façon de diminuer le risque de détournement.

Ratio élèves/maître

C'est le nombre d'élèves dans le primaire rapporté au nombre d'enseignants. Cet indicateur donne le niveau de l'encadrement au niveau primaire représenté par le nombre d'élève moyen suivi par un enseignant. Sa faiblesse réside dans les limites de la moyenne. Il peut être collecté à partir des données de la DPRE (MEN) qui détient l'ensemble des effectifs des enseignants et élèves par localité (régions) et par secteur (primaire, secondaire général, secondaire technique, professionnelle, universitaire). Le niveau de l'indicateur se situe pour l'année 2001 à 50,8 élève par maître.

Ratio élèves/classe

C'est le nombre d'élèves moyen par classe. Il est calculé par le rapport entre l'ensemble des effectifs scolaires et le nombre de classes contenues dans le système scolaire, et ce, par niveau d'étude et par secteur. Cet indicateur peut renseigner sur le degré de la pression de la demande sur l'offre d'éducation. Selon les régions, le niveau de l'indicateur montre les disparités et permet de corriger le manque d'équité dans la mise en place des infrastructures éducatives. Il est calculable à partir des données de la DPRE, qui disposent d'informations relatives au nombre de classes et aux effectifs scolaires par région et par année. La base de données doit être complétée dans ce sens.

Nombre de manuels par élève

Cet indicateur n'est pas difficile à mesurer compte tenu de la qualité des données existantes. C'est le rapport du nombre de manuels distribués dans les écoles sur le nombre d'élèves. Il est donc fiable et robuste du point de vue statistique, et les informations du ministère de l'éducation permettent de le calculer. Cependant son analyse devrait être accompagnée par quelques variables de discrimination comme la discipline enseignée et le niveau, pour mieux étayer les commentaires. Le niveau de cet indicateur peut bien aider à caractériser les efforts de réduction du taux de redoublement et d'amélioration du taux de réussite.

Niveau d'exécution des dépenses d'éducation

Cet indicateur est très éligible pour mesurer les capacités d'absorption sans pour autant être à mesure de révéler la qualité des dépenses. Le niveau est calculé à chaque fin d'exercice par le rapport entre ce qui est effectivement dépensé et ce qui aurait été prévu.

Taux d'inscription à l'école primaire

Le Taux d'inscription à l'école primaire se situe à 60,72% pour l'année 2000. Il est égal au rapport entre le nombre d'inscription à l'école primaire et le nombre total d'enfants en âge d'aller à l'école. Il est affecté par les mêmes difficultés d'estimation de la taille de la population locale.

Indice de disparité régionale et Indice de parité garçons/filles

Ces deux indicateurs permettent de mesurer les efforts faits pour la correction des disparités de genre et des disparités régionales. Les sources de données du ministère chargé de l'éducation sont suffisamment fournies en information pour le calcul et le suivi de ces indicateurs.

$$I_{dr} = \frac{\frac{E_i}{P_i}}{\frac{E}{P}} \quad I_{dr} = \frac{E_g}{E_f}$$

Taux de pré-scolarisation

Les effectifs du pré-scolaire sont connus chaque année par le ministère en charge de ce secteur. En effectuant le rapport avec la population d'enfants âgés de 3 à 5 ans, on obtient le taux. Sa fiabilité est affectée par la rareté des recensements. Il est peu stable localement du fait des disparités des tendances démographiques.

Nombre de cases des tout petits

Chaque année, le ministère qui a en charge la petite enfance peut fournir l'information nécessaire pour son calcul. Il ne souffre d'aucune insuffisance statistique et permet d'évaluer la capacité d'accueil donc l'offre de pré-éducation.

Nombre moyen de tout petits par case construite

Cet indicateur permet de mesurer le degré d'utilisation des capacités mises en place. Une autre façon de comparer la demande et l'offre de service.

Taux d'accessibilité d'un service de santé

Cet indicateur à l'instar de ceux qui précèdent pour la santé, permet d'analyser l'offre de services sanitaires. Il est cependant plus global. Il est égal au nombre de personnes pouvant accéder à un service de santé en moins de 15 minutes quel que soit le moyen de transport utilisé, rapporté à la population totale concernée. Il est préféré à la distance car renseignant à la fois sur la praticabilité de la route, la disponibilité et les choix possibles du moyen de déplacement. Et ce, en plus de la distance. Il ne peut être obtenu que par enquêtes auprès des populations, ce qui enchérit son coût de collecte.

Rayon d'accès à un service de santé

C'est aussi un indicateur d'accès au service de santé comme celui qui précède, mais en termes de distance (en général 5 km). Il permet de mesurer l'effort de mise en place des infrastructures sanitaires. Il est collecté par enquête auprès des ménages.

État des équipements de santé

C'est un indicateur qualitatif qui se mesure à partir d'une enquête auprès des services de santé.

Proportion des communautés ayant accès aux services de santé

Cet indicateur peut être apprécié par le pourcentage de communautés rurales ayant atteint un taux de couverture sanitaire adéquat. Il peut être calculé à partir des sources d'information du ministère de la santé.

Pourcentage d'enfants ayant une carence en vitamine A

Cet indicateur, comme ceux cités plus haut, permet d'apprécier la qualité de la santé des enfants. Les enquêtes disponibles pour le renseignement des éléments de calcul sont les EDS I, II, III réalisées par la DPS et l'EOI de l'UNICEF pour l'année 1996.

L'indicateur renseigne sur les performances des soins apportés aux enfants depuis le stade prénatal.

Pourcentage de nouveaux nés ayant un faible poids de naissance

C'est le nombre de bébés ayant un poids inférieur à 2500 grammes rapporté au nombre total de naissances vivantes. Cet indicateur contribue à l'appréciation de la performance des services d'assistance à la grossesse et à l'accouchement. Sa collecte nécessite une exploitation des fiches de renseignements et de suivi dans les maternités et autres lieux d'accouchement. Les données de la base ne permettent pas de le calculer.

Proportion de jeunes ayant la diarrhée

La proportion de jeunes de moins de quatre ans ayant la diarrhée est un indicateur du degré d'hygiène et de mal nutrition. Un fonctionnement des services sanitaires et des programmes de vaccination contribuent à baisser ce taux. C'est un indicateur qui est recouvrable à partir des enquêtes ponctuelles réalisées par l'UNICEF en 1996 et de la DPS. Les deux indicateurs à savoir le pourcentage de consultations liées à la diarrhée par rapport aux consultations totales et le nombre d'enfants vaccinés par le programme suffisent pour appréhender le niveau de la proportion de jeunes ayant la diarrhée.

Niveau d'exécution des dépenses de santé

Cet indicateur est très éligible pour la mesure des capacités d'absorption sans pour autant être à mesure de révéler la qualité des dépenses. Il souffre d'une faiblesse de fiabilité liée à la différence significative qui risque d'exister entre l'exécution d'une dépense et la réalisation de l'œuvre. Le niveau est calculé à chaque fin d'exercice par le rapport entre ce qui est effectivement dépensé et ce qui est prévu.

Espérance de vie à la naissance

Compte tenu de la rareté des enquêtes de grande envergure comme le recensement de la population, il est difficile de suivre l'évolution annuelle de cet indicateur. Il est estimé par des méthodes pas très fiables du point de vue statistique en cas de besoin.

Morbidité : Accès Palustre

Elle est égale au pourcentage de décès dû au paludisme. En 1999, le taux de morbidité palustre s'est établi à 24,85 %. Il peut être accompagné du taux de décès des patients déclarant le paludisme.

Nombre de personnel médical et de structures sanitaires par habitant

Les indicateurs de couverture par le personnel et les infrastructures ne posent aucun problème de collecte. Leur fiabilité reste cependant affectée par la qualité des estimations de la population.

- Nombre d'habitant par infirmier
- Nombre d'habitant par sage femme
- Nombre d'habitant par médecin
- Nombre d'habitants par poste de santé
- Nombre d'habitants pour un centre de santé
- Nombre d'habitants pour un hôpital

Taux de couverture vaccinale

Il est donné par la proportion des enfants totalement vaccinés selon le Programme élargi de vaccination dans la population des enfants ayant fêté leur premier anniversaire au cours de l'année. Cette population correspond exactement à la population des enfants de 12 à 23 mois.

La valeur de l'indicateur est calculée semestriellement dans le monitoring en divisant cette population par deux au dénominateur.

Taux de couverture des consultations post-natales

C'est le rapport entre le nombre de femmes ayant reçu la troisième CPN pendant l'année et le nombre de grossesses attendues. Ce dernier est estimé par le nombre de naissances ou enfants de 0 à 11 mois disponible dans les statistiques démographiques ou calculé en appliquant le taux de natalité à la population totale. La valeur de l'indicateur est calculée comme celle du précédent.

Taux de consultation primaire curative

Cet indicateur permet d'apprécier la fréquentation des postes et centres de santé correspondant à un « cas maladie », c'est à dire toute première visite au poste de santé pour une pathologie. Dans le monitoring il est donné par le nombre de consultations dans les postes de santé rapportés à la population totale. La valeur de l'indicateur est calculée également de la même manière que celle des indicateurs précédents.

Taux de mortalité maternelle (100 000 naissances vivantes)

Le taux de mortalité maternelle est obtenu à partir des enquêtes de santé auprès des ménages. Il est calculé par le nombre de mères décédées suite à un accouchement parmi 100 000 qui ont donné naissance à un bébé vivant. La dernière information disponible provient de l'enquête sur les indicateurs de santé réalisée par le ministère de la santé publique en 2000.

Pourcentage d'accouchements assistés

Il est calculé en rapportant le nombre d'accouchements dans les maternités pendant l'année au nombre d'enfants de 0 à 11 mois. L'assistance est effectuée par un personnel médical qualifié (Médecin, sage femme d'Etat, Infirmier d'Etat, matrones).

Indice synthétique de fécondité

Cet indice de fécondité est disponible pour les années d'enquête de santé auprès des ménages. La dernière estimation faite provient de l'EDS3 et s'établit à 5,7 en 1997.

Taux de mortalité

Les indicateurs de mortalité infantile et juvénile sont également disponibles à partir des enquêtes de santé auprès des ménages. Les dernières estimations datent de 2000 et proviennent de l'ESIS.

L'Accès à l'eau et Assainissement

Taux d'accès à l'eau potable (moins de 400 m)

Le taux d'accès à l'eau potable sur un rayon de 400 mètres est égal au pourcentage de la population pouvant s'approvisionner en eau potable à partir d'une source située à moins de 400 mètres. On retient comme sources d'eau potable, le robinet, le puits forage, le puits protégé et les bouteilles d'eau industrielle. Cet indicateur se mesure par une enquête auprès des ménages, ce qui peut rendre son coût de collecte encore élevé. Cependant, il possède des proxy qui sont plus ou moins stables et fiables du point de vue statistique, comme le pourcentage de villages ayant une sources d'eau potable ou le rapport nombre de forages sur nombre de puits.

Taux de branchement à l'égout

Cet indicateur est propre au milieu urbain. Il est égal à la proportion de ménages connectés au réseau d'évacuation des eaux usées. Son calcul ne pose pas d'importantes difficultés avec l'existence de statistiques à l'Office Nationale d'Assainissement du Sénégal. Il pose par contre des problèmes de fiabilité et d'exhaustivité. Le taux de branchements n'expriment pas le niveau de connection des ménages, à cause du fait que plusieurs ménages peuvent se partager un branchement. Des méthodes d'estimation efficaces peuvent être utilisées pour obtenir des résultats moins biaisés. La meilleure source est les enquêtes ménages.

Taux d'exécution des dépenses en eau et en assainissement

Taux d'exécution des dépenses en eau et en assainissement n'est pas directement calculable à partir des données de la DCEF compte tenu de la différence des nomenclatures. Les dépenses d'investissement en eau et en assainissement sont repérables à partir des projets inscrits dans le PTIP. IL est égal au montant des dépenses exécutées exprimés en pourcentage des prévisions.

Répartition et équité aux services sanitaires

La répartition équitable des services de santé peut être prise en charge par les indicateurs de couvertures sanitaires et des dépenses de santé par tête. Toutes ces deux informations sont consignées dans la base de données.

Consommation d'eau par jour et par personne

Cet indicateur ne peut être disponible que par enquête auprès des ménages. Il a été estimé à partir des données de l'enquête MICS réalisée par la DPS et l'UNICEF en 2000. Il s'établit à 52,4%.

Le nombre de villages ayant un forage avec pompe est un indicateur qui peut être obtenu à partir des services compétents du ministère chargé de l'hydraulique. En 2000, 1389 villages du Sénégal avaient un forage avec pompe sur l'effectif d'environ 14 000 villages.

Le taux de raccordement au réseau d'évacuation des ménages est un indicateur essentiellement urbain. Il se calcule par le rapport du nombre de ménages raccordés sur le nombre total de ménage. Il est obtenu à partir des données d'enquêtes de grande envergure.

Le pourcentage de populations rurales disposant d'un lieu de commerce est calculé à partir de la base données des villages. Le dernier résultat s'établit en 2000 à 70,70%.

Nutrition et enfance

Les indicateurs retenus pour suivre les efforts fait à l'endroit de l'enfant ne sont disponible que par enquête auprès des ménages. Ils sont calculés par le rapport du nombre d'enfants se trouvant dans la situation sur le nombre total d'enfant.

- % d'enfants souffrant de l'émaciation : 7% en 1996
- % d'enfants souffrant du retard de croissance : 23% en 1996
- % d'enfants souffrent de l'insuffisance pondérale : 22% en 1996
- % d'enfants de 0-4 ans ne vivant pas avec un parent biologique : 9,6% en 2000
- % d'enfants âgés de 3 à 5 ans qui travaillent : 7,6% en 2000

Routes et Projets

Nombre de km de pistes rurales réalisées

Les données sont disponibles auprès des services compétents de l'Agence Autonome des Travaux Routiers (AATR). L'indicateur est obtenu par simple recueil de données. Il permet de mesurer entre autres le niveau de désenclavement des zones rurales.

Nombre de km de route et de piste réhabilitées

Les données sont disponibles auprès des services compétents de l'Agence Autonome des Travaux Routiers (AATR). Il permet de mesurer les efforts faits annuellement dans le domaine de l'entretien des infrastructures routières.

Taux d'exécution des projets

Le taux d'exécution des projets se calcule par le rapport entre les montants décaissés sur les montants alloués pour une période donnée. Il révèle la qualité des procédures et l'efficacité des services compétents. Les données sont disponibles auprès des services compétents de l'Agence Autonome des Travaux Routiers (AATR).

Proportion de routes en bon état

Les données sont disponibles auprès des services compétents de l'Agence Autonome des Travaux Routiers (AATR). Cet indicateur souffre d'un problème de suivi car la dernière estimation disponible date de 1992 et donne un niveau de 30%. C'est le nombre de kilomètres de route en bon état rapporté à la longueur du réseau routier.

Désenclavement des villages

Ces indicateurs sont calculés à partir de la base de données des villages dont la dernière mise à jour date de 2000.

- % de village avec route bitumée à moins de 5 km
- % de village avec route latéritique à moins de 5 km

Secteur rural

Un des piliers fondamentaux de la stratégie de lutte contre la pauvreté consignée dans le DSRP est le développement du secteur rural. Dans le cadre du suivi, il mérite un suivi particulier afin d'apprécier les impacts des actions menées. Les différents indicateurs retenus peuvent être suivi sans difficultés et à partir des comptes économiques sectoriels disponibles à la DPS.

- Taux de croissance du secteur agricole
- Contribution à la croissance du secteur primaire

Emploi

Les statistiques de l'emploi sont parmi les plus absentes du dispositif d'information au Sénégal. La dernière enquête sur l'emploi date de 1991. En 1997 le recensement des demandeurs d'emplois réalisé par la direction de l'emploi n'était pas en mesure de fournir l'ensemble des indicateurs pertinents à cause du biais important que drainait l'unité statistique. Pour l'instant il est encore possible de procéder à des estimations à partir des statistiques d'enquêtes auprès des ménages disponibles et de l'exploitation des différents fichiers de données des secteurs publics et privé. La répartition sectoriel de l'emploi et du sous emploi ne peut être obtenue que par enquêtes de grande envergure.

- Emploi agricole et emploi non-agricole
- Emploi artisanat et des industries culturels
- Emploi micro-entreprises
- Sous-emploi rural
- Chomage urbain
- Population total du pays
- Taux croissance de la population annuel